



Comité européen
des régions

Ressources humaines et finances

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI Juriste¹ en ressources humaines

Numéro de référence : COR/AD5-AD12/12 BIS/26

Direction	Ressources humaines et finances
Unité	Unité E.3 - Conditions de travail et gestion des talents
Poste vacant	AD5-AD12
Emploi type	Fonctionnaire - Administrateur
Date de publication	16/04/2026
Date de clôture	07/05/2026 à midi (heure de Bruxelles)

1. Votre emploi et vos responsabilités

Les questions juridiques liées à la gestion des ressources humaines et à l'application du statut des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne vous intéressent? Vous aimeriez aider vos collègues en leur apportant un appui juridique fiable et pragmatique?

En tant que juriste en ressources humaines, vous êtes responsable du conseil juridique pour toutes les questions ayant trait aux ressources humaines. Vous organisez le conseil juridique préalable à la rédaction des dispositions d'application du statut, et le suivi juridique relatif aux décisions individuelles prises par l'autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN), en coordination avec les services concernés et, le cas échéant, avec le service juridique du Comité européen des régions (CdR). Vous assistez les unités RH et la direction dans l'interprétation des dispositions statutaires et dans la mise en œuvre pragmatique, proportionnelle et juridiquement solide des initiatives relevant du domaine des ressources humaines. Vous pourrez être également appelé à contribuer ponctuellement aux aspects juridiques des procédures gérées par l'unité Recrutement et carrière.

¹ Le masculin n'est utilisé dans le présent document que dans un sens purement générique, sans distinction de sexe ou de genre.

Sous la supervision du chef d'unité, vous exercerez les responsabilités suivantes:

- fournir des conseils juridiques sur les questions statutaires (analyse juridique, rédaction de notes, procédures, vérification de conformité) et des avis sur l'interprétation des dispositions statutaires et réglementaires en coopération, le cas échéant, avec le service juridique du CdR;
- effectuer le suivi juridique de l'élaboration des dispositions générales d'exécution, des décisions d'application du statut, des décisions internes, des notes, des procédures dans le domaine des ressources humaines;
- assurer le suivi et l'analyse des arrêts de la Cour de justice et du Tribunal en rapport avec les ressources humaines en relation avec le service juridique du CdR;
- aider à la gestion des procédures statutaires spécifiques telles que les demandes d'assistance au titre de l'article 24 du statut, les enquêtes administratives, les procédures disciplinaires, etc.;
- rédiger et actualiser les politiques, décisions et procédures relatives aux ressources humaines;
- coordonner la communication appropriée des informations relatives aux droits et obligations statutaires, notamment les communications au personnel, les mises à jour de l'intranet, etc.;
- participer à des réseaux interinstitutionnels, tels le comité de préparation des questions statutaires (CPQS) et les groupes de travail y afférents, y représenter l'institution et coordonner les relations avec les homologues d'autres institutions de l'UE.

2. Qui sommes-nous? Quels sont nos défis à venir?

Notre unité E.3 - "Conditions de travail et gestion des talents" emploie 20 personnes et appartient à la direction Ressources humaines et finances. Elle est actuellement divisée en 2 secteurs:

- Bien-être et développement du personnel;
- Droits financiers et lieu de travail inclusif.

En outre, l'unité est chargée des questions relatives aux obligations statutaires, à l'éthique et à l'intégrité, du service médical et social et de la coordination du dialogue social avec les représentants du personnel (comité du personnel et syndicats).

Notre domaine d'activité?

Les activités de l'unité sont guidées par une politique des ressources humaines qui sert les intérêts stratégiques et les priorités de l'institution en fournissant un environnement de travail attrayant, performant et flexible et qui offre un service RH d'excellence au personnel et à l'encadrement. Le secteur «Bien-être et développement du personnel» a pour mission essentielle de concevoir les outils permettant aux membres du personnel du CdR de travailler dans un environnement attractif, respectueux de leur équilibre vie professionnelle-vie familiale et soucieux de leur bien-être (en lien étroit avec le service médico-social, y compris pour les actions de bien-être et le suivi des absences maladie). Le secteur est également en charge de planifier, d'organiser et de fournir une formation pertinente et actualisée. Le secteur "Droits financiers et lieu de travail inclusif" est en

charge de la définition des droits du personnel au titre de l'annexe VII du statut, ainsi que de la gestion des cessations d'activité et d'un "front office" relatif à la post-activité; il est également en charge des questions relatives à la diversité et inclusion. L'unité est également en charge des obligations statutaires et des questions relatives à l'éthique et à l'intégrité, ce qui inclut un conseil juridique transversal, la redéfinition d'un cadre éthique approprié pour l'institution et son application concrète. Enfin, l'unité E.3 coordonne les relations interinstitutionnelles, notamment dans les matières statutaires (participation au CPQS et au comité du statut).

Nos principales réalisations:

Ces dernières années, l'unité E.3 a joué un rôle essentiel dans la gestion réussie, par l'institution, de l'évolution des conditions de travail, via notamment la définition d'un nouveau régime de travail hybride et via la gestion du changement par des formations appropriées. L'unité E.3 joue également un rôle important dans la mise en œuvre du plan «House of the Regions» initié par le Secrétaire général, dans son volet "bien-être" qui constitue l'une de ses trois priorités. Ainsi, l'unité a récemment piloté et analysé une enquête de satisfaction du personnel sur le bien-être, a institué en 2025 une semaine du bien-être, et propose au personnel des activités physiques et des activités de sensibilisation. Outre la satisfaction élevée du personnel du CdR constatée dans l'enquête de satisfaction, un indicateur objectif de bien-être est la baisse du taux d'absences pour maladie enregistrée en 2025.

Nos défis à venir:

L'unité E.3 est amenée à revoir et consolider le cadre éthique de l'institution et à diffuser plus largement dans l'institution les valeurs y afférentes.

3. Êtes-vous le talent que nous recherchons?

3.1 APTITUDES ET CAPACITÉS GÉNÉRALES REQUISES

- Penser en exerçant un esprit critique, analyser et résoudre les problèmes avec pragmatisme.
- Évaluer d'un œil critique la crédibilité et la fiabilité des sources, des données et des informations, et utiliser les outils numériques pertinents pour mener les tâches à bien.
- Organiser son travail, faire preuve de responsabilité, définir des priorités, prendre les décisions appropriées et produire des résultats.
- S'adapter à un environnement de travail évolutif, avoir le sens des responsabilités et adopter une attitude constructive à tout moment. Rester efficace et flexible même en période d'activité intense.
- Faire preuve d'initiative pour atteindre les objectifs individuels et collectifs, pouvoir se les approprier et travailler de manière autonome.
- Recourir à l'apprentissage et au développement professionnel afin d'améliorer en permanence ses performances professionnelles et sa connaissance de l'organisation et de l'environnement de travail.
- Collaborer avec les autres de manière constructive en contribuant à un environnement de travail diversifié et inclusif. Faire preuve de respect et de courtoisie à tout moment.

- Transmettre des informations et avis pertinents de manière claire et concise, tant oralement que par écrit, faciliter les interactions et dialoguer efficacement avec les autres. Traiter comme il se doit les informations confidentielles ou sensibles.

3.2 EXIGENCES SPÉCIFIQUES AU POSTE

- Vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire en droit.
- Vous disposez d'une solide expérience dans une des institutions ou un des organes de l'UE, avec au moins deux ans dans la gestion des matières relatives au droit de la fonction publique européenne.
- Vous disposez d'excellentes capacités d'analyse et de communication, et d'une connaissance avérée du statut des fonctionnaires de l'Union européenne.
- Vous possédez une connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Pour des raisons fonctionnelles, un niveau élevé de français et d'anglais est requis.
- Vous maîtrisez bien les applications et outils informatiques, tels qu'Outlook, Excel, Word et SharePoint, y compris les outils d'intelligence artificielle dans un environnement sécurisé.
- Vous faites preuve d'une rigueur juridique, associée à un esprit critique et pragmatique orienté vers la recherche de solutions, et êtes capable de contribuer à la simplification et à la modernisation des procédures.

3.3 ATOUS

- Une expérience antérieure dans les réseaux interinstitutionnels relatifs à l'application du statut (membre titulaire ou suppléant du CPQS, membre titulaire ou suppléant du comité du statut) constitue un atout.

4. Ce que nous offrons

- Une institution européenne à taille humaine, au cœur du quartier européen et aisément accessible.
- Un horaire flexible et des possibilités de télétravail en accord avec les besoins de service.
- Une politique active en matière de gestion des talents axée sur le développement continu et la formation ainsi qu'une politique d'encouragement à la mobilité interne.
- Un environnement de travail convivial et dynamique dans lequel l'autonomie, le sens de l'initiative et l'esprit d'équipe sont appréciés.
- Une institution qui promeut l'égalité des chances, la diversité et la non-discrimination afin de contribuer à un environnement de travail inclusif et respectueux, et qui est activement engagée dans le processus consultatif précédant l'adoption du cadre réglementaire européen. Notre engagement en faveur de l'inclusivité se reflète également dans nos efforts pour améliorer l'accessibilité de l'avis de vacance présente et de son annexe (alignement à gauche, espacement accru et taille de police augmentée, etc.). En améliorant leur lisibilité, nous nous efforçons de rendre ces documents accessibles à tous, y compris aux personnes en situation de handicap.
- Une institution certifiée EMAS qui cherche en permanence à améliorer ses performances environnementales.

5. Ce défi vous intéresse?

Si vous détenez les compétences que nous recherchons et si, à la lecture de cet avis, vous vous reconnaissez, alors postulez via le [formulaire de candidature en ligne](#) avant le 07/05/2026 à midi.

N'oubliez pas de lire attentivement l'annexe au présent avis de vacance pour apprendre les détails pertinents concernant cette procédure de sélection.

Le secrétaire général
Petr Blížkovský

Le [Comité européen des régions](#) (CdR) est l'assemblée politique qui fait entendre la voix des collectivités régionales et locales dans le cadre de l'élaboration des politiques et de la législation de l'Union européenne. Il s'agit d'un organe consultatif créé en 1994. Son rôle consultatif permet à ses 329 membres, et, à travers eux, aux collectivités régionales et locales qu'ils représentent, de participer au processus décisionnel de l'Union européenne.